

Chine-Japon : des relations plus amicales¹
Japon-Etats-Unis : des relations moins intimes
Rémi Perelman, Asie 21-Futuribles, 03/2004

Les faits.

Rapprochés, deux faits récents deviennent significatifs au regard d'une recomposition possible du paysage géopolitique de l'Asie orientale.

Le premier concerne les relations sino-japonaises. Les six derniers mois les ont vus se réchauffer comme jamais au cours de l'histoire moderne. Aux bruyantes manifestations d'hostilité à l'encontre des manifestations du nationalisme nippon (66^e anniversaire du massacre de Nankin, visite rituelle du Premier ministre nippon au temple Yakasuni, déploiement des militaires japonais en Irak...) ont succédé des propos officiels neutres, voire bienveillants². Fin 2003, une série d'articles parus à Pékin dans différents périodiques influents ont exprimé la nécessité d'agir comme un "grand pays"(*daguo*), de donner de l'ampleur aux relations sino-japonaises et d'intégrer le rôle respectif des deux pays dans une vision du monde de demain. Par ailleurs, le Japon est devenu le premier investisseur de la Chine (sans même parler de l'aide au développement), son second fournisseur, juste après les Etats-Unis et son premier client, avant les Etats-Unis³. Compte tenu l'évolution exceptionnelle des relations, l'établissement d'une zone de libre-échange entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud a été évoquée⁴, proposition impensable il y a cinq ans... S'il y a rapprochement, il n'y a pas (encore) association.

Le second se rapporte au très important accord pétrolier signé par le Japon et l'Iran, le 18 février 2004, au grand dam des Etats-Unis qui craignent qu'un des pays de l'axe du Mal, complice du terrorisme islamique, ne dispose ainsi de moyens financiers inespérés pour mener à bien un programme nucléaire susceptible de prolongements militaires. Ce fait vient ponctuer un contexte marqué depuis quelque temps par des conceptions divergentes quant au comportement des nations dans le monde de demain. Tokyo souhaite en effet façonner son avenir dans un contexte à la fois libéral et multinational tout en prenant sa part du maintien de la paix⁵. De plus, l'environnement international ayant considérablement changé, les capacités militaires japonaises⁶ ne sont plus à la hauteur des menaces potentielles auxquelles seraient exposés les intérêts du Japon dans la région. Il n'y a pourtant pas (pour l'instant) rupture, mais des choix à arrêter comme des compromis à négocier.

Le commentaire

La Chine tire de ses succès économiques une crédibilité suffisante pour se faire désormais l'avocat de la stabilité régionale et de la prospérité économique, conditions de son leadership à venir, alors que jusqu'en 2000 elle avait adopté une attitude de non-implication, après avoir longtemps exporté la révolution. Le besoin de garantir la sécurité de la région est devenu l'un des arguments les plus employés maintenant pour justifier l'amélioration des liens avec le Japon. Il s'agit là d'une des composantes de la stratégie à long terme conçue pour parvenir au statut de grande puissance auquel, seuls, les Etats-Unis pourraient s'opposer.

Cette volte-face survient comme une conséquence affichée de ce que "la crise financière de 1997 a collectivement apporté" comme l'explique le ministère chinois des affaires étrangères, qui plaide "pour mettre les différends de côté et se consacrer au développement" : la Chine va jouer un rôle proactif pour façonner un environnement régional propice au

¹ Asia Times, 11 et 12/02/2004.

² Alors que ces manifestations d'hostilité perdurent en Corée du Sud.

³ 18,3 % du total en 2002, la part importée des Etats-Unis passant en second pour 17,1 %.

⁴ Centre de recherche sur le développement du Conseil d'Etat (*State Council*).

⁵ Monographie produite en janvier 2004 par le "US Army War College's Strategic Studies Institute" (Asia Times, 18/02/2004).

⁶ Structures de décision, services de renseignement, capacité de gestion de crise grave (par exemple : face à une attaque utilisant des armes de destruction massive...).

développement intérieur et renforcer son rôle d'acteur économique et politique central dans la communauté asiatique. La région accueille la avec satisfaction la nouvelle position de Pékin, notamment comme locomotive économique, alors que la Chine était perçue il y a peu comme une menace¹.

Le Japon reprend "en toute amitié" une certaine latitude à l'égard des Etats-Unis (envoi de troupes japonaises en Irak², mais contrat avec l'Iran). Le pouvoir ne saurait plus être globalement asymétrique en faveur des Etats-Unis, qui devront admettre que des négociations puissent aboutir à des relations mieux équilibrées, d'ailleurs conformes au credo prôné en matière de démocratie, libéralisme économique, sécurité et droits de l'homme³. L'organisation de l'Asie du Nord-Est s'est-elle mise en marche ?

¹ Un sondage réalisé en Thaïlande en décembre 2003 montre que 76 % de la population considérait la Chine comme le plus proche ami et allié, 9 % citant les Etats-Unis à ce titre.

² Cette participation n'est donc pas à interpréter seulement comme une attitude "suiviste", mais comme résultant d'un calcul politique à plus long terme.

³ Monographie produite en janvier 2004 par le "US Army War College's Strategic Studies Institute", citée par Asia Times du 18/02/2004.